Section de Haute-Garonne

Austérité budgétaire, absence de revalorisation du point d'indice, projet de loi sur le « mérite », vacances d'emplois, ré-organisations sans transparence : une période de tous les dangers pour les fonctionnaires et les agent-e-s de la DGFiP.

Nous étions 20 % de grévistes à la DRFiP 31 ce 19 mars pour la journée unitaire de grève dans la Fonction Publique. Si nous étions visibles et présent-e-s dans les cortèges, ce taux de grévistes est insuffisant pour « peser » face aux menaces actuelles.

Nous devons trouver les moyens collectifs pour nous faire entendre et nous défendre.

Inlassablement les équipes de *Solidaires Finances Publiques 31* s'efforcent d'atteindre cet objectif. Notre démarche syndicale sera toujours et encore ~~à~~ d'informer, de relayer les questionnements des personnels et des services et de créer du collectif entre nous. Serrons-nous les coudes !

Une date à retenir : le vendredi 14 juin avec notre AG annuelle ouverte à nos adhérent-e-s et sympathisant-e-s. Plus d'infos à venir, mais bloquez la date !

Du dernier CSAL à des réunions avec l'administration, une priorité : Vous défendre et vous informer !

Un point sur les négociations indemnitaires à la DGFiP : dans la contrainte (imposée par les textes Fonction Publique et validée par la signature de toutes les OS nationales) nous sommes tenus à la confidentialité sur le contenu des échanges de la négociation. Néanmoins, nous pouvons vous dire que la DG a fait une proposition (bien loin de la revendication de l'intersyndicale de majoration de 40 points d'ACF pour toutes et tous) qui, sans signature majoritaire, ne s'appliquera pas et imposerait un retour à la proposition initiale (qui était une provocation avec seulement 3 points d'ACF !). Pour plus d'infos et détails vous pouvez interpeller nos militant-e-s locaux. Nous vous informons que notre section a donné mandat à notre syndicat national pour "*prendre ce qui est possible*" à ce stade parce que c'est du pérenne et en tenant compte du niveau du rapport de forces, tout en continuant à porter notre revendicatif pour « *exiger notre dû* ».

Et puis, *Solidaires Finances Publiques 31* ne lâche toujours rien sur l'Indemnité de Résidence dont les fonctionnaires Haute-Garonne sont injustement privés. Une députée locale vient de relancer le ministre de la Fonction Publique à ce propos sur la base du dossier que nous lui avions remis.

Un CSAL s'est tenu le 07/03/2024 de 9h à 16h avec présence des élu-e-s *Solidaires Finances Publiques 31*, FO et CFDT (la CGT a quitté la séance après les déclarations liminaires). Vous pouvez retrouver notre expression préalable https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/424-liminaire-csal-07032024.html

Ponts naturels : le Directeur régional maintient sa décision de ne poser aucune date de pont naturel en 2024. Néanmoins, suite à la demande de *Solidaires Finances Publiques 31*, une publication sur Ulysse 31 rappellera ses engagements : « *les collègues sont libres de poser des congés ; le congé sera accordé ; les consignes*

seront données aux chefs de services ; nonobstant la confiance accordée aux chefs de services, les situations de refus ou pressions signalées seront examinées en Direction. »

SIP de Saint Alban : suite au communiqué de presse récent d'une organisation syndicale, le Directeur Régional confirme publiquement et au PV du CSAL, qu'aucune volonté de suppression du SIP ni de transformation en antenne n'est envisagé. Les élu-es de *Solidaires Finances Publiques 31* ont souligné l'utilité de ce service pour le Nord Toulousain et l'importance de lui donner les moyens humains nécessaires à son fonctionnement.

SIP « de demain » : suite aux interventions de *Solidaires Finances Publiques 31*, la Direction informe n'avoir aucun objectif de suppressions de SIP. Par contre des transferts de communes seront éventuellement à étudier entre SIP dits Toulousains (Saint Alban, Balma, Rangueil, Cité).

Convention DRFiP 31-Conseil Départemental 31 : Ce document évoque divers dispositifs d'informations à mettre en œuvre sur les missions de la DGFiP avec la collectivité, avec la mise en place d'une présence d'agent·e·s de la DRFiP dans les Maisons Départementales de Proximité du Conseil Départemental 31. Nous avons proposé à l'intersyndicale une expression unitaire sur ce dossier que vous retrouverez au lien suivant :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/423-motion-inter-os-csal-convention-cd31.html

Suite aux interventions en séance de *Solidaires Finances Publiques 31* dénonçant l'introduction de la convention qui était une propagande pro-NRP, le Directeur Régional nous a annoncé qu'il abandonnait cette introduction. CQFD !

Situation des effectifs de la DRFiP 31 : Au vu des départs massifs constatés (retraites, promotions,…) et des vacances récurrentes dans un grand nombre de services, nous avons demandé au Directeur Régional de solliciter plus particulièrement la DG, surtout après le rabotage scandaleux du Tagerfip de notre Direction au 01/09/2024 ! Revoir les chiffres sur notre tract de janvier au lien suivant :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/csal/411-boycott-csa-suppressions-d-emplois.html

Impact sur la DRFiP 31 des restrictions budgétaires annoncées : dans le cadre des 10 milliards rabotés dans le budget 2024 (20 milliards annoncés pour 2025 !), il y aura « probablement » un effet sur les budgets et les travaux prévus ! Préparez-vous à des travaux au rabais et à des reports de calendriers : « *fatalement nous allons différer et détendre les chantiers* ». Nous continuerons en Formation Spécialisée à exiger les moyens nécessaires à nos conditions de vie au travail.

Un CSAL en juin avec un bilan de la création des SGC : de longue date les élu-e-s de *Solidaires Finances Publiques 31* relayent dans les instances les difficultés ou expressions des agent-e-s de ces services.

Suite à notre demande un CSAL abordera ce dossier. Nous invitons les collègues à nous transmettre analyses, constats, attentes et préparerons collectivement cette instance.

Vous pouvez retrouver notre récente expression sur ce dossier :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/422-cour-des-comptes-et-gestion-publique.html

Dialogue social à la DRFiP 31 : suite à notre demande de compléter le règlement intérieur du CSAL-FS, avec les pratiques locales déjà mises en œuvre, le Directeur Régional propose l'ouverture d'une négociation locale sur les sujets du dialogue social avec la signature d'un accord Direction/OS s'il y a une volonté majoritaire. Cette proposition sera l'occasion de consolider dans la durée les avancées que nous avons pu obtenir localement grâce à nos rapports de force : réunions systématiques avant les mutations locales, les promotions par listes d'aptitudes qui nous permettent d'évoquer des dossiers ; réunions Risques Psycho Sociaux ; transmission des documents et information….

Évaluation des personnels : il nous a été présenté le bilan de la dernière campagne et nous avons souligné les difficultés rencontrées avec les recours engagés (tant hiérarchiques que nationaux). Nous avons également mis en avant les incompréhensions pour les cadres avec le parcours managérial et l'hétérogénéité de traitement dans les services.

Nous vous rappelons l'importance de cet acte de gestion et vous invitons à nous contacter pour analyse et conseil et vous rappelons notre tract sur le sujet :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/actualite/cap-recours/421-tract-special-evaluation.html

Rattachement fonctionnel du SLD (Service Local du Domaine) du Tarn et Garonne au Pôle régional de l'immobilier : cette expérimentation est plutôt une formalisation de pratiques existantes avec un soutien juridique et technique. Nous avons souligné l'ambiguïté du terme « antenne » en insistant sur les enjeux humains (départs prévus dans le Tarn et Garonne, renforcement du 31).

Plan de Transition écologique : nous avons rappelé l'importance de ce dossier avec des projets à mettre en œuvre dans la durée et en association avec les personnels. Le risque de « greenwashing » existe bel et bien si de réels moyens ne sont pas mobilisés. Nous sommes également intervenus sur les dossiers « ma cantine », gestion des bio-déchets et les problématiques vélo et circulation ou équipements douches. L'ISST a rappelé les dispositifs mis en œuvre localement souvent « *volontaristes et avant-gardistes* » en rappelant l'importance d'articulation du dossier avec les conditions de vie au travail.

Permanences agricoles : le Directeur nous a présenté les permanences mises en œuvre en sous préfecture et dans les services. Il rappelle le rôle de notre administration sur ces enjeux d'actualité (accompagnement des difficultés) et a insisté fortement sur les retards constatés dans notre département sur le remboursement des taxes sur les carburants (Gasoil Non Routier). *Solidaires Finances Publiques 31* a relayé les difficultés des collègues de la Comptabilité et rappelé l'importance des « autres missions » tout autant essentielles (par exemple la gestion du versement des bourses aux étudiant-e-s !!!). On revient toujours et encore sur l'enjeu du pilotage et des moyens humains nécessaires pour faire face aux missions et aux dispositifs d'urgence.

Situation de la Division Dépense/Comptabilité : en complément du point précédent nous sommes revenus en séance sur les difficultés (*pour rappel il y a un an nous soutenions l'interpellation collective de ces*

collègues sur ces mêmes sujets !) dans la « méga Division galactique » avec les sujets que nous avions déjà soulevés : besoin de visibilité collective et de dialogue professionnel ; nécessité de renfort au vu des charges de travail ; enjeu des RNF avec dossiers supplémentaires et départ prochain du cadre du service ;….

Création du CGF Bloc 2 : alors que cette création est imminente et annoncée pour mai, la Direction nous a présenté récemment les travaux des ergonomes pour diagnostic et pistes sur l'organisation du travail, les espaces de travail et l'articulation du télétravail dans le service. A ce stade notre inquiétude majeure concerne les effectifs réellement « arrivants » puisque sur les 23 agent-e-s annoncés de la DREAL, il n y en a que 11 à ce stade prêt-es à intégrer la nouvelle structure !

Nouvelle Cité Administrative à Jolimont : une réunion d'info s'est tenue le 12/03 en présence du représentant de la Préfecture sur le dossier. Les travaux sont en cours avec livraison prévue fin 2024 et arrivée de nos services en 2025. Nous avons de nouveau mis en avant le sujet de la cantine et le calibrage nécessaire au vu des effectifs annoncés ; les enjeux de circulation et d'accessibilité, le dossier de la crèche promise (toujours pas arbitré à ce stade !) ; la revendication d'une FS (ex CHS-CT) de site… Au-delà nous rappelons nos revendications : refus « d'ensardinement », enjeux sur l'accueil des usagers, manque de transparence avec les collègues et services. Une prochaine réunion avec le Préfet est prévue le 05/04. A ce stade nos inquiétudes sont grandes sur le dossier quant aux réponses et arbitrages définitifs et notamment sur le niveau des moyens nécessaires.

Les revendications de la TTA-CAS : nous avons de nouveau relayé les interpellations collectives de ce service (exigence de transparence/visibilité tant nationalement que localement ; enjeux de moyens humains sur les missions tant au CAS qu'à la TTA ; demandes d'audiences avec la Direction locale et la délégation inter-régionale). L'inquiétude est soulignée sur le transfert annoncé à Jolimont avec un accueil Amendes clairement sous estimé compte-tenu des enjeux et spécificités (sollicitations en nombre, sécurité) par la Direction et sans réponse sur les moyens humains mobilisés.

De la visibilité pour le Contrôle Fiscal : nous avons, en soutien de nos camarades de FO, mis en avant les besoins de transparence sur les objectifs et pratiques des services : gestion des CIR, des RCTVA et contrôles. De même, nous avons souligné le manque de transparence sur la situation du PCE Mirail avec des promesses de renfort d'encadrement sans clarté pour le service.

Nous vous rappelons que l'équipe de *Solidaires Finances Publiques 31* reste à votre disposition pour relayer et exprimer envers la Direction toutes vos analyses et revendications. N'hésitez pas à nous contacter :

solidairesfinancespubliques.drfip31@dgfip.finances.gouv.fr

Nous vous invitons également à rejoindre notre « belle équipe » et notre syndicat. N'hésitez pas à adhérer donc : https://solidairesfinancespubliques.org/le-syndicat/adherer.html